

Naomi ORESKES, Erik CONWAY, *Les Marchands de doute*

trad. de l'américain par Jacques Treiner, Paris, Éd. Le Pommier, 2012,
coll. Essais et documents, 524 p (éd. originale : New York, Bloomsbury
Press, 2010).

Arnaud Mercier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8579>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.8579](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8579)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2013

Pagination : 462-464

ISBN : 978-2-8143-0162-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Arnaud Mercier, « Naomi ORESKES, Erik CONWAY, *Les Marchands de doute* », *Questions de communication* [En ligne], 23 | 2013, mis en ligne le 30 septembre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8579> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8579>

médias. L'auteur renvoie les policiers à leur propre image véhiculée dans la presse et dans les fictions télévisuelles. Et celle-ci n'est pas à leur goût, même si elle participe d'une « socialisation professionnelle des policiers » (p. 175). Si Guillaume Le Saulnier ne recherche pas « les raisons de ce jugement négatif dans les logiques de fonctionnement du champ médiatique » (p. 175), l'officier de gendarmerie français Thierry Davaut (pp. pp. 206-216) ne s'en prive pas. Comme son collègue Jean-Philippe Pittet, il évoque les pressions médiatiques qui pèsent sur les épaules des policiers, tout en montrant qu'il s'agit plutôt de relations plurielles entre deux modes. Elles reposent aussi bien sur la confiance et la prudence que sur l'instrumentalisation consciente et, parfois, l'amitié. Enfin, de l'ouvrage ressort la démonstration que, aujourd'hui, aucun milieu professionnel ne peut rester en marge du processus de communication. En effet, il existe une demande, plutôt qu'une surveillance ou une exigence, médiatique de tous les instants.

Gérald Arboit

CRULH, université de Lorraine, F-54000
gerald.arboit@aliceadsl.fr

Naomi ORESKES, Erik CONWAY, Les Marchands de doute.

Trad. de l'américain par Jacques Treiner, Paris, Éd. Le Pommier, 2012, coll. Essais et documents, 524 p (éd. originale : New York, Bloomsbury Press, 2010).

Voici un livre que chacun devrait lire, que ce soit avec des yeux de citoyens ou de scientifiques. Écrit par deux historiens des sciences américains (l'une à l'université de Californie, l'autre à la NASA), ce livre indispensable est une implacable démonstration qui intéressera autant les citoyens curieux que les scientifiques en général, dont spécifiquement les chercheurs en communication. Par enquête propre dans les archives et mobilisation de travaux publiés par des journalistes ou des chercheurs, les auteurs réunissent les savoirs disponibles pour retracer les trajectoires argumentatives, toutes plus machiavéliques et mensongères les unes que les autres, des industriels et scientifiques qui ont versé dans le relativisme ou le négationnisme scientifiques, depuis quelques décennies. À partir des cas du risque cancérigène du tabagisme, des interprétations à donner du trou dans la couche d'ozone, des pluies acides, du réchauffement climatique, ou encore de l'initiative de défense stratégique, les auteurs démontrent avec une minutie chirurgicale l'ampleur des manipulations auxquelles des lobbies américains se sont livrés pour nier l'ampleur des problèmes, voire l'existence même d'un problème.

Le livre mérite d'être lu pour regarder différemment nombre de controverses scientifiques qui alimentent régulièrement l'actualité. Il est d'un apport précieux pour l'histoire des sciences car il remet en perspective critique plusieurs fausses controverses scientifiques. Il offre une synthèse instructive sur le plan politique, car il met au jour les réseaux d'influence américains qui ont financé des stratégies de mise en doute systématique d'enjeux de société et écologiques majeurs et des campagnes de dénigrement *ad nomen* contre des scientifiques qui jouaient le rôle de donneur d'alerte (« whistleblower »). Il est aussi très précieux pour la mise en évidence des failles d'une certaine idée de l'objectivité journalistique, qui ouvre un boulevard à beaucoup de manipulateurs patentés. L'ouvrage ne peut laisser indifférent. Il génère des sentiments qui oscillent entre incrédulité, indignation et écœurement face aux faits dévoilés et à la répétition sur des décennies des mêmes stratégies avec les mêmes cynisme et efficacité dilatoire. Ainsi la rhétorique de la « science poubelle » mise au point dans les *think tanks* conservateurs s'accompagne-t-elle de l'existence d'un guide pratique (*Bad Science: A Resource Book*, édité en 1993) « pour négateurs scientifiques, qui comporte de nombreux exemples de stratégies efficaces pour miner la science, et fournit une liste d'experts scientifiques réputés, disposés à fournir, sur tout sujet, les arguments *ad hoc* dont un *think tank* aurait besoin » (p. 18).

Sur des questions d'intérêt général, sanitaire et universel, on voit à l'œuvre l'étréitesse d'esprit et de vue des intérêts économiques américains conservateurs qui, pour sauver leur *business*, mettent en œuvre des campagnes de déni de faits objectivés par des méthodes scientifiques rigoureuses, en profitant des failles de la méthode scientifique. Grâce aussi à la complicité de médias complaisants, tout aussi conservateurs que leurs actionnaires et partenaires dans ces campagnes de dénigrement. On entend souvent des propos à l'emporte-pièce sur de pseudo-complots. La vertu de volume est de décrire avec froideur et rigueur des mécanismes concrets d'influence et de manipulation, sans verser dans le complotisme, en restant factuel, en mettant au jour les réseaux croisés d'influence : « Une étude académique a montré que parmi les 56 livres climato sceptiques publiés dans les années 1990, 92 % étaient liés à ces fondations de droite » (p. 385).

L'ouvrage reprend les révélations des fameux « *tobacco papers* » (archives de l'industrie du tabac auxquelles la justice américaine a eu accès pour finalement les condamner) et montre les manœuvres cyniques pour créer artificiellement une pseudo-

controverse scientifique sur les liens avérés entre cancer du poumon et tabagisme. L'objectif premier de toutes ces actions d'industriels, relayées par des scientifiques (qui, souvent, sont mus par une idéologie et par l'obtention de soutiens financiers massifs pour élaborer leurs propres programmes de recherche de la part de ces industriels) est de créer un doute. Ce faisant, ils s'appuient sur la « faiblesse » de la démarche scientifique. En effet, celle-ci accepte le doute, la critique. Elle chasse le dogme, au profit d'allers-retours critiques entre pairs, jusqu'au moment où les faits et leur interprétation feront l'objet d'un large consensus. Dès lors, il suffit de trouver des scientifiques prêts à ouvrir une polémique, à dénoncer des assertions plutôt consensuelles, pour jeter le trouble, pour gagner du temps, en réclamant de nouvelles investigations, des études plus poussées, des corrélations mieux établies... Par leur entregent, leur prestige acquis avant, ailleurs, sur d'autres domaines de recherche, ces scientifiques arrivent à obtenir le soutien d'institutions officielles ou de leurs représentants et solidifient ainsi un pôle de résistance aux découvertes validées par la communauté savante concernée. Ils trouvent des relais dans les médias (ici conservateurs), font diversion, polémique, et sont alors instrumentalisés par des élus qui partagent les mêmes convictions politiques et économiques. Ces derniers s'appuient sur leurs « rapports » et déclarations pour renvoyer la communauté savante à ce qui est présenté comme ses contradictions, et justifient ainsi de ne rien faire, de ne surtout pas agir, de nier le caractère urgent du problème soulevé. Ce mécanisme est décrit par le menu pour les différents sujets. La mauvaise foi le dispute souvent aux mensonges pur et simple dans ces entreprises de déstabilisation des scientifiques intègres. Les pages sur la campagne de dénonciation de l'insecticide DDT (dichlorodiphényltrichloroéthane – pp. 376-380) sont à cet égard édifiantes ! Et ce n'est pas le moindre des étonnements de voir à quel point les mêmes techniques de manipulation ont pu se reproduire sur 50 ans sur des sujets si divers !

En France, on connaît la technique avec Claude Allègre, dont la prestigieuse revue *Science* (Martin Enserink, « Scientists Ask Minister to Disavow Predecessor's Book », *Science*, 5975, p. 151) a décrit l'art de fabriquer des fausses données, de falsifier la courbe de Hakan Grudd, dans son livre négationniste, finalement si bien nommé *L'imposture climatique* (Paris, Plon, 2010). Son attitude partisane et libérée de toute objectivité scientifique, lui vaut justement d'être banni par certains scientifiques qui en ont assez de tendre la joue gauche, au nom de l'acceptation du débat. Un professeur

de l'École polytechnique a ainsi démissionné d'une académie qui invitait ce triste sire, en démontant avec justesse les fautes de raisonnement, ce mélange inacceptable pour la démarche scientifique entre légitime et salutaire confrontation des démonstrations et des méthodes et querelles d'opinions. « En invitant Claude Allègre dans une de nos séances plénières, nous croyons ou faisons semblant de croire que nous assurons une présentation équilibrée d'une saine diversité d'opinions. N'est-ce pas une règle de comportement fondamentale en démocratie ? Assurément, aussi longtemps qu'il s'agit effectivement d'opinions. Mais des faits établis par la méthode scientifique, ainsi que les théories permettant d'interpréter ces faits (aussi longtemps qu'elles n'ont pas été infirmées par d'autres faits traités par la même méthode), ne sont pas des opinions, qu'on puisse soumettre aux suffrages des participants à une émission de télévision. Ce n'est pas présenter et défendre une opinion que de pratiquer le négationnisme scientifique. Celui-ci est une maladie intellectuelle grave – mortelle même dans certaines circonstances historiques – contre laquelle ma détermination, comme celle de beaucoup de nos collègues français et étrangers est absolue » (Lettre de démission du professeur Claude Henry envoyée au Président de l'Académie des technologies, 8 mars 2012).

Nous avons déjà observé ces manifestations, lors d'une étude sur les phénomènes d'incommunication dans les politiques publiques, au sujet de la lutte contre l'algue tropicale *Caulerpa Taxifolia*, introduite en Méditerranée et colonisant les fonds marins à grande vitesse (« Amiante, sida, *Caulerpa taxifolia* : l'apport d'une sociologie de l'incommunication à la compréhension des dysfonctionnements des politiques publiques », in : Jacques Gerstlé, dir., *Les effets d'information en politique*, Paris, Éd. L'Harmattan, 2001). Le découvreur de l'intruse, le professeur Alexandre Meinesz, s'est heurté très rapidement à un véritable tir de barrage de la part du directeur du Musée océanographique de Monaco, le professeur François Doumenge, qui était accusé d'être à l'origine de la diffusion de l'algue, puisque les tout premiers plans furent découverts au pied du musée. Ce dernier a dénoncé l'alarmisme de son collègue et a mené une campagne visant à le déstabiliser et à nier toute responsabilité de son musée dans l'apparition de cette nouvelle espèce d'algue. Sa stratégie consista à décrédibiliser la thèse de son adversaire en ouvrant une polémique scientifique et en la transformant en enjeu personnel et de pouvoir : « Si l'on réussit à persuader le gouvernement qu'il s'agit là d'une question de vie ou de mort pour la Méditerranée, on peut espérer

des crédits de recherche exceptionnels. Il y a fort à parier qu'il s'agit encore d'une alerte mi-règlement de compte, mi-appel à crédit ». Puis le professeur Doumenge développa un contre argumentaire scientifique, en évoquant plusieurs hypothèses, qui se sont toutes avérées infondées. Aussitôt, Alexandre Meinesz avait dénoncé l'in vraisemblance de ces hypothèses, mais les journalistes et les fonctionnaires, qui n'ont pas les outils critiques pour faire la part des choses, avaient accredité la thèse de la polémique scientifique indécidable. Comme nous l'écrivions : « On peut donc conclure de cet épisode que si une contre-source se bat avec acharnement pour faire valoir son point de vue, si elle arrive à entretenir une polémique aux allures de scientificité, en n'excluant pas de recourir à la mauvaise foi ou à la calomnie, le circuit informatif est vicié à la base, et le champ politico-administratif est amené à rester en retrait, à reporter le moment où le problème accèdera réellement à l'agenda politique. Face à l'incertitude sur l'identification d'un problème, le principe de prudence (surtout ne rien décider) l'emporte sur le principe de précaution, qui consisterait à toujours supporter la thèse du pire et à agir vite quitte à en faire trop » (*ibid.* : 180).

Autre apport décisif du livre : la mise en évidence du piège que représente la règle journalistique de l'équilibre, connue aux États-Unis sous le nom du « *He says – she says* ». Sous couvert de donner la parole à deux points de vue opposés, par souci d'équilibre, les journalistes en viennent à mettre indûment sur le même plan un mensonge et une vérité ! Ainsi, dans une étude de 2004 de Max et Jules Boycoff (« *Balance as Bias: Global Warning and the us Prestige Press* », *Global Environmental Change*, 14, pp. 125-136) sur la médiatisation du réchauffement climatique, les auteurs conclurent que 53 % des articles de leur corpus étaient « équilibrés », donnant le même poids aux démonstrations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et aux climatocseptiques, et 35 % donnaient une place minoritaire aux sceptiques. Les auteurs appellent à juste titre ce fait un « biais d'information », puisqu'il contribue à crédibiliser des idées fausses. Or, Naomi Oreskes et Erik Conway soulignent que cette règle d'impartialité ne doit pas s'appliquer à la science. « Une grande partie des médias se sentit obligée de traiter ces sujets comme s'il s'agissait de controverses scientifiques. Une pression constante s'exerça sur les journalistes pour qu'ils accordent aux contradicteurs professionnels un statut égal – égalité de temps et de place – et ils leur accordèrent. [Si la doctrine d'impartialité] peut avoir un sens pour les nouvelles politiques, dans un système bipartite, la science ne

fonctionne pas ainsi. Dans un débat scientifique, de nombreux points de vue peuvent voir le jour. Mais lorsque la question est tranchée, il n'en demeure qu'un. Pouvons-nous imaginer "d'équilibrer" les points de vue sur une question comme : la Terre tourne-t-elle vraiment autour du soleil ? » (pp. 350-351).

L'ouvrage est donc précieux pour apprendre à repérer les mésusages de la science et les manipulations d'opinion par ceux qui profitent des faiblesses démocratiques tant de la science que de la presse. Dès lors que ces dernières appellent de leurs vœux les énoncés critiques, des manipulateurs en abusent, pour entretenir artificiellement un climat de doute, se transformant en marchands de doutes !

Arnaud Mercier

CREM, université de Lorraine, F-57000
arnaud.mercier@univ-lorraine.fr

Gilles POLIZZI, Anne RÉACH-NGÔ, dirs, *Le livre « produit culturel » ? De l'invention de l'imprimé à la révolution numérique.*

Paris, Éd. Orizons, coll. Universités, 2012, 364 p.

L'ouvrage introduit une nouvelle façon d'analyser, de concevoir et de comprendre *l'objet-livre*, depuis son apparition sous forme de *produit* imprimé jusqu'à sa récente mutation en *service* dématérialisé imposée par le numérique. Selon les coordinateurs, il ne s'agit pas de faire l'apologie des innovations, mais plutôt d'apporter un regard critique sur les mutations du « livre-produit » (p. 13) en l'abordant d'un point de vue diachronique, de l'invention de l'imprimé à la révolution numérique. « Que l'on adopte sur le livre le point de vue de la production, où le produit désigne un ensemble de caractéristiques et de fonctionnalités, ou celui de la commercialisation, qui désigne par le terme de produit l'ensemble des attentes à satisfaire formulé par le consommateur, celui-ci apparaît bien comme "un produit", c'est-à-dire un objet conçu et fabriqué en fonction des usages et des attentes des consommateurs » (p. 14).

En désirant explorer particulièrement les statuts « de marchandise » et « de produit » associés au livre, les auteurs interrogent tantôt le lieu de réalisation et de transmission, tantôt les différents espaces d'appropriation, lieux rhétoriques autant que spatiaux ; ils analysent et expliquent leurs points de convergence et de divergence à travers divers exemples et aboutissent en considérant le livre « comme un objet dynamique régi par des composantes fonctionnelles bien déterminées » (p. 15). Mais plus que cela encore,